

## COMMENTAIRES DU PAP DPES 2011

### *I. Sous secteur de l'Agriculture*

Le document de Politique Economique et Sociale 2011-2015 du Gouvernement du Sénégal à travers son axe I « Création d'opportunités économiques et de richesses pour la promotion d'emplois productifs et la transformation structurelle » accorde une priorité au secteur agricole compte tenu de son rôle intra sectoriel qu'il joue dans l'économie nationale.

A cet effet, il est attendu de l'Etat et de l'appui au PTF un soutien accru et renouvelé pour accompagner la diversification des productions agricoles, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des exploitations agricoles sur une base durable, l'émergence d'un entrepreneuriat agricole et rural, le soutien à la vulgarisation, à la recherche, à la formation et au Conseil agricole et rural.

Selon les différents scénaris, proposés, cet appui de l'Etat et des PTF s'est traduit par un volume de financement en termes de prévision et de réalisation qui se décline comme suit :

#### *Scénario tendanciel et optimiste*

L'engagement en terme de volume de financement prévu en 2011 pour la mise en œuvre du DPES pour le secteur agriculture s'élève à 86, 417 milliards de F CFA . Cet engagement a été respecté à hauteur de 85 316 millions de F CFA, soit un taux de réalisation de 101% très satisfaisant qui résulte des efforts cumulés de l'Etat et celui des PTF.

Cette performance traduit l'effort de l'Etat dont la contribution à la couverture des besoins de financement du DPES est de 54,907 milliards de FCA soit 63% de couverture des besoins du DPES. En termes de prévision sur financement interne, ce montant représente 124% de réalisation. Cette performance résulte des ressources additionnelles qui ont été octroyées au secteur agricole en 2011 suite aux besoins additionnels identifiés en termes d'appui direct aux acteurs du secteur agricole. Les projets et programmes bénéficiaires de ces allocations supplémentaires sont : les volets semences, engrais, produits phytosanitaires et subvention du prix au producteur du programme Agricole 2011/2012 entièrement exécutés. Ces allocations additionnelles traduisent la priorité accordée par l'Etat à ce secteur.

Au même moment, la contribution des Partenaires techniques et financiers dont les prévisions portent sur un montant de 41,171 milliards de F CFA, ont été réalisées à hauteur de 31,6 milliards de F CFA soit un taux de réalisation de 77% et une contribution de 37% à la couverture des besoins en financement du PAP. Toutefois, ce taux cache les performances enregistrées par le PDMAS (213%) le projet WAPP, le projet de lutte contre le Criquet Pèlerin, Projet de Promotion de la riziculture dans le Delta (3 PRD) et le Projet de lutte anti-sel et de récupération des terres salées (régions de Kaolack, Fatick et Ziguinchor) dont le niveau d'exécution dépasse 100%.

Ce taux de réalisation pourrait être très satisfaisant n'eut été le non démarrage du projet d'Aménagement hydro agricole de la Vallée du Lampsar Rive Droite et les lenteurs notées dans l'exécution du Projet d'Appui aux filières Agricoles. L'arrivée tardive des PTF dans l'appui au financement du Plan REVA, du projet d'irrigation et de gestion des ressources en eau, du projet de mise en place de hangars et magasin de stockage a également réduit le niveau de réalisation des investissements du Secteur.

### **Scénario pessimiste**

Le scénario pessimiste estime les besoins du DPES pour le secteur agricole à 155,252 milliards de F CFA. Ils sont couverts à hauteur de 78,797 milliards de F CFA soit un taux de couverture des besoins de 51%. L'effort sur financement interne est de 62 % tandis que la contribution des PTF est de 38%

Ce taux de couverture résulte des efforts d'investissement réalisés par l'Etat à hauteur de 48,591 milliards de F CFA soit 139% des prévisions sur ressources internes de 34,986 milliards de F CFA. Ce niveau de réalisation est justifié par les performances enregistrées par les volets du programme Agricole 2011/2012 qui ont enregistré des ressources additionnelles importantes en cours de gestion et qui ont été entièrement exécutées.

Sur ressources externes, le volume d'investissement attendu des PTF qui portait sur 41,171 milliards de F CFA a été réalisé à hauteur de 30,206 milliards de F CFA soit un taux de 73% qui reste satisfaisant. Toutefois, ce taux ne traduit pas la volonté de certains partenaires d'accompagner les projets comme le WAPP, le projet de lutte contre le Criquet Pèlerin, Projet de Promotion de la riziculture dans le Delta (3 PRD) et le Projet de lutte anti-sel et de récupération des terres salées (régions de Kaolack, Fatick et Ziguinchor) la facilité alimentaire dont le niveau d'exécution dépasse 100%.

Ce taux de réalisation pourrait être très satisfaisant n'eut été le non démarrage du projet d'Aménagement hydro agricole de la Vallée du Lampsar Rive Droite et les lenteurs notées dans l'exécution du Projet d'Appui aux filières Agricoles. Le retard des partenaires techniques et financiers dans l'appui au financement du projet d'irrigation et de gestion des ressources en eau, du projet de mise en place de hangars et magasin de stockage ont également réduit le niveau de réalisation des investissements prévus par les PTF.

### ***II. Sous secteur de l'Elevage***

Le sous-secteur de l'élevage revêt une importance capitale sur le plan économique et social. Le DPES, à travers son axe 1, met l'accent sur la satisfaction de la demande nationale en produits animaux et la promotion socio-économique des acteurs. Les objectifs stratégiques poursuivis par le sous-secteur de l'élevage sont : (i) améliorer les productions ; (ii) sécuriser l'élevage (iii) améliorer les conditions de mise en marché des produits animaux et (iv) améliorer le pilotage sectoriel.

### ***Scénario tendanciel et optimiste :***

Le scénario tendanciel et optimiste du DPES 2011-2015 estime les besoins de financement du sous - secteur à 6,507 milliards de F CFA. Ces besoins ont été couverts à hauteur de 2,542 milliards de F CFA soit 39%. La contribution de l'Etat à ce niveau de réalisation s'élève à 2,169 milliards soit 85% de la couverture des besoins de financement du DPES et 49% des prévisions. Ce taux de réalisation reste faible et traduit les contreperformances enregistrées dans l'exécution des projets phares du secteur en particulier le Programme de Renforcement de la Protection Zoo sanitaire et le Projet Spécial d'Insémination Artificielle dont le niveau de réalisation est respectivement de 12% et 28%.

Le volume de financement prévu sur ressources externes pour un montant de 2,064 milliards de F CFA n'a été réalisé qu'à hauteur de 18% correspondant à un montant de 373 millions de F CFA. Ce financement contribue pour 15% à la couverture des besoins du DPES. Cette contribution reste faible et résulte des lenteurs notées dans l'exécution du Projet de Gestion Durable du Bétail Endémique et du Projet de Développement de l'Elevage au Sénégal Oriental et en Casamance exécutés respectivement à 5% et à 55%.

### **Scénario pessimiste**

L'engagement en terme de volume d'investissement prévu en 2011 pour la mise en œuvre du DPES pour le secteur de l'Elevage s'élève à 8,809 milliards de F CFA. Ces besoins du DPES ont été couverts en termes de programmation à hauteur de 72%. Le financement du PAP pour ce scénario a été couvert à hauteur de 2,542 milliards de F CFA, soit un taux de réalisation de 28 % qui est jugé très faible.

Ce faible niveau de réalisation résulte de la contreperformance enregistrée dans la contribution des PTF dont le volume d'investissement attendu n'a été que de 373 millions de F CFA, soit une contribution de 15% correspondant au financement du DPES.

Parallèlement à cette contribution des PTF, l'effort de l'Etat couvre 85% des besoins de financement du DPES correspondant à 2,169 milliards de F CFA et 49% de réalisation des prévisions sur ressources internes. Les raisons évoquées dans le scénario tendanciel optimiste demeurent les mêmes pour ce scénario pessimiste.

### **III. Sous secteur de l'Environnement**

La stratégie 2011-2015 du secteur appelle à une prise de conscience sur la nécessité de poursuivre un processus de développement viable intégrant la gestion des ressources naturelles. Il s'agit de les préserver et de les maintenir tout en garantissant un accès équitable à celles-ci. La pollution croissante de l'air et des eaux dans les villes est un signe qui indique que ce qui est souvent perçu comme un progrès peut être source de détérioration de la qualité de vie dont souffriraient particulièrement les groupes vulnérables. Ainsi, le sous-secteur de l'environnement et des ressources naturelles poursuit les politiques et stratégies à mettre en œuvre à travers les objectifs stratégiques suivants :

1. intensifier la lutte contre la tendance actuelle à la dégradation de l'environnement
2. lutter contre la dégradation de l'environnement global (effet des changements climatiques)
3. inverser la tendance actuelle à la dégradation des ressources
4. renforcer les capacités de gestion de l'environnement et des ressources naturelles

### **Scénario tendanciel**

Au cours de la gestion 2011, les prévisions budgétaires programmées en faveur du sous secteur de l'environnement se sont élevées à 26,264 milliards de F CFA. Elles ont été exécutées à hauteur de 12,064 milliards de F CFA, soit un taux de réalisation de 46 %. Sur ressources internes, les réalisations ont porté sur un montant de 3,649 milliards de FCFA, soit une contribution de 30% à la réalisation du PAP et correspondant à 56 % des prévisions.

La contribution des PTF s'élève à 8,415 milliards FCFA soit 70% de la réalisation du PAP et 43% des prévisions de financement attendues des PTF.

Ce taux de réalisation du PAP reste faible et résulte des lenteurs notées démarrage des projets et programmes ci-après : Lutte contre les plantes aquatiques, Appui à l'Elaboration de Plans d'Aménagement et de Gestion de 4 aires marines protégées projet gestion de la qualité de l'Air en milieu Urbain, Programme de dépollution et réhabilitation littoral de la baie de Hann, projet d'aménagement du massif du Fouta Diallon.

Toutefois, il faut noter les performances enregistrées dans la réalisation des projets et programmes suivants : le Programme agriculture et gestion des ressources naturelles, le programme appui développement en Casamance, la réhabilitation du centre de formation de Djibelor, le programme de réhabilitation des forêts classées, Villages fruitiers/forestiers, le projet de renforcement du dispositif de lutte contre les feux de brousse (PROLFB), le programme grande muraille verte qui ont été entièrement exécutés.

### .Scénario optimiste

Le sous secteur a bénéficié au cours de la gestion 2011, des prévisions budgétaires d'un montant de 26,397 milliards de F CFA. Ces ressources ont été exécutées à hauteur de 12,064 milliards de F CFA, soit 46%. Ces réalisations se répartissent comme suit :

- Ressources internes : 3,649 milliards de FCFA, soit 30% ;
- Ressources extérieures : 8,415 milliards de FCFA, soit 70% ;

Les réalisations du sous-secteur sont jugées modérément satisfaisantes et ce taux de réalisation est expliqué par les faibles performances dans l'exécution de certains projets. Il s'agit :

- projet gestion des dioxines et du mercure ;
- projet gestion qualité air milieu urbain ;
- projet d'aménagement du massif du Fouta Djallon ;
- fonds Italie/CILSS ;
- gestion intégrée plantes aquatiques envahissantes ;
- gestion intégrée des écosystèmes ;
- gestion intégrée ressources marines et côtières ;

Parallèlement à cette situation, il faut noter la bonne exécution du Programme agriculture et gestion des ressources naturelles, du programme de réhabilitation des forêts classées, du projet Villages fruitiers/forestiers, du programme grande muraille verte et le projet de renforcement du dispositif de lutte contre les feux de brousse (PROLFB) qui ont consommé la totalité des crédits programmés.

### I. Scénario pessimiste

Les prévisions budgétaires programmées en 2011 en faveur du sous-secteur de l'environnement d'un montant de 24,531 milliards de F CFA ont été exécutées à hauteur de 9,695 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution de 40 %.

Ces réalisations se répartissent comme suit :

- Ressources internes : 2,794 milliards de FCFA, soit 29%;
- Ressources extérieures : 6,901 milliards de F CFA, soit 71%

Ces ressources extérieures se chiffrent à 18,900 milliards F CFA.

Les taux de réalisation les plus importants, avec plus de 100 % ont été enregistrés au niveau des projets ci-après :

- programme agriculture et gestion des ressources naturelles ;
- programme de réhabilitation des forêts classées ;
- villages fruitiers/forestiers ;
- programme grande muraille verte ;
- projet de renforcement du dispositif de lutte contre les feux de brousse (PROLFB).

A côté de ces projets dont le niveau de mobilisation des ressources est assez satisfaisant, il convient de mentionner ceux dont le niveau d'exécution est faible. Il s'agit notamment des projets :

- du projet gestion des dioxines et du mercure ;
  - du projet gestion qualité air milieu urbain ;
  - du projet d'aménagement du massif du Fouta Djallon ;
  - du Fonds Italie/CILSS ;
  - de la gestion intégrée des plantes aquatiques envahissantes ;
  - de la gestion intégrée des écosystèmes ;
- de la gestion intégrée ressources marines et côtières.

#### ***IV Sous secteur « Eau potable et Assainissement »***

Les politiques sectorielles pour l'eau potable et de l'assainissement s'inscrivent dans quatre cadres stratégiques :

- Le programme du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et notamment ses volets consacrés au développement des infrastructures, au développement des ressources humaines et à la participation du secteur privé ;
- Le document de politique régionale de l'eau adoptés en octobre 2008 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ;
- Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)
- La vision africaine de l'eau à l'horizon 2025
- Le Plan d'Actions pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE)

Conformément aux cadres stratégiques mentionnés ci-dessus et en concordance avec les objectifs stratégiques définis dans le Document de Politique Economique et Social (DPES) et des OMD, les objectifs stratégiques pour le secteur de l'hydraulique se présentent comme suit :

- Assurer une gestion intégrée et efficace des ressources en eau en vue de la satisfaction durable des besoins liés à tous les usages ;
- Accroître le taux d'accès à l'eau potable des populations en milieux urbain et rural à travers le renforcement des infrastructures et la promotion d'une gestion durable des ouvrages garantissant la continuité du service public de l'eau potable ;
- Renforcer les capacités institutionnelles, les moyens humains, techniques et financiers des acteurs du secteur.

Pour le secteur de l'assainissement, les objectifs stratégiques se déclinent comme suit :

- Doter 59% des ménages ruraux d'un système autonome d'évacuation des excréta et des eaux usées ménagères à l'horizon 2015 ;
- Permettre à 78% des ménages urbains d'avoir un accès correct à l'assainissement à l'horizon 2015.

Pour réaliser ces objectifs, le Gouvernement a mis en place le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) qui comporte un plan d'investissement pour le renforcement des infrastructures hydrauliques et d'assainissement en vue de l'atteinte des OMD.

#### ***Scénario tendanciel et optimiste***

Les investissements prévus dans les scénarii tendanciel et optimiste s'élèvent à 72, 475 milliards FCFA et se répartissent comme suit :

- Ressources internes (Etat) : 28,137 milliards FCFA, soit 38,8 % des investissements prévus
- Ressources externes (PTF) : 44,338 milliards FCFA, soit 61,2 % des investissements prévus

Par rapport au scénario tendanciel, les réalisations financières se chiffrent à 61, 187 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière de 84,42 %. Ces réalisations financière se répartissent comme suit :

- Ressources internes (Etat) : 36,304 milliards FCFA, soit 59,33 % des réalisations
- Ressources externes (PTF) : 24,883 milliards FCFA, soit 40,67 % des réalisations

Par rapport au scénario optimiste, les réalisations financières se chiffrent à 62, 333 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière de 85,99 %. Ces réalisations financière se répartissent comme suit :

- Ressources internes (Etat) : 36,607 milliards FCFA, soit 58,75 % des réalisations ;
- Ressources externes (PTF) : 25,716 milliards FCFA, soit 41,26 % des réalisations.

#### **Scénario pessimiste**

Le scénario pessimiste prévoit un volume de financement d'un montant de 48,890 milliards FCFA ainsi répartis :

- Ressources internes (Etat) : 15,552 milliards FCFA, soit 31,17 % des investissements prévus
- Ressources externes (PTF) : 34,338 milliards FCFA, soit 68,83 % des investissements prévus

Quant aux réalisations financières, elles se chiffrent à 34, 131 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière de 68,41 %. Ces réalisations financières se répartissent comme suit :

- Ressources internes (Etat) : 9,485 milliards FCFA, soit 27,78 % des réalisations
- Ressources externes (PTF) : 24,646 milliards FCFA, soit 72,22 % des réalisations.

Le bon niveau de réalisation des ressources internes par rapport aux ressources externes s'explique principalement par les efforts financiers consentis par l'Etat pour résorber les impayés sur la facture d'eau de l'Administration centrale. En effet, la convention d'apurement de dettes signée en 2011, entre l'Etat, la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES) et la Sénégalaise Des Eaux (SDE) a permis de réduire les arriérés de paiement dus par l'Etat d'un montant de 25 milliards.

Quant aux ressources extérieures, le niveau d'exécution relativement faible découle du démarrage tardif de certains projets tels que PEPAM –AQUA, Projet AEP Tamba et de la mauvaise programmation des projets d'assainissement Thiès-Louga, Fatick-Diourbel-et Kaffrine, Kaffrine-Tambacounda-Sédhiou et Saint-louis-Matam-Tambacounda. Les réalisations de ces projets sont déjà comptabilisés dans celles des projets hydrauliques y afférents.

#### *V Sous secteur de la Santé*

Les investissements dans le secteur de la santé en 2011 s'inscrivent dans la logique de permettre un accès facile à des services de santé de qualité à toutes les couches de la population du Sénégal, en vue de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Cette ambition est déclinée dans le (PNDS 2009-2018) dans ses objectifs prioritaires que son la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile, l'accroissement des performances du secteur dans la lutte contre la maladie, le renforcement du système de santé et l'amélioration de la gouvernance de secteur et mise en exergue dans le nouveau Document de Politique Economique et Social (DPES), à travers son axe n°2 « amélioration de l'accès aux services sociaux de base, protection sociale et développement durable », qui prône la satisfaction des besoins sociaux de base.

Selon les différents scénarii proposés, le bilan des prévisions se présente comme suit :

### **Scénarios tendanciel et optimiste**

Les ressources inscrites en 2011 pour le sous secteur s'élèvent à 57,325 milliards de FCFA tandis que les réalisations ont atteint 60,667 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 108.82% par rapport aux prévisions.

Ces investissements ont été exécutés à travers des financements de l'Etat pour 13,412 millions de FCFA (22%), sur des prêts pour 47,255 millions de FCFA (78%).

S'agissant du niveau d'exécution des prévisions par source de financement, il se présente comme suit:

- Sur ressources internes : les prévisions s'élèvent à 15,797 milliards de F CFA et ont été exécutés à hauteur de 13,412 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de (84.9%) ;
- sur ressources externes : les prévisions s'élèvent à 37,923 milliards de FCFA et les réalisations à 47,255 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 124,60%.

Cette performance s'explique surtout par le volume important des ressources mobilisées par certains programmes, dépassant largement leur prévision. Il s'agit: du Programme de Lutte contre le Paludisme et autres endémies, appuyé par le fonds Mondial et l'USAID (267%), Plan stratégique de Lutte contre le SIDA, appuyé par le Fonds Mondial et l'USAID (316%), et du Programme Santé maternelle et infantile (196%), appuyé par l'USAID.

### **Scénarios pessimiste**

Les ressources inscrites en 2011 pour le scénario pessimiste s'élève à 56,645 milliards F CFA. Ces ressources ont été exécutées à hauteur de 60,607 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution de 106 %. Sur ces réalisations, les ressources de l'Etat sont évaluées à 13,352 milliards de F CFA (22%), tandis que les ressources extérieures s'élèvent à 47,255 milliards F CFA (78%).

Quant au niveau d'absorption des ressources, il suit la même tendance que les autres scénaris avec un taux d'exécution des prévisions de 85,49% des ressources internes, et 126 % des ressources externes.

### ***VI Sous de l'Education et de la Formation***

L'éducation et la formation constituent des déterminants importants de réduction des inégalités sociales et de la lutte contre la pauvreté par le développement du capital humain. Elles constituent une des priorités de la politique économique et sociale du pays.

Aussi, le Sénégal a t-il fourni d'importants efforts dans le développement dans ce domaine. Les résultats obtenus traduisent une avancée significative. Toutefois, des insuffisances restent à être comblées pour améliorer le taux d'achèvement du cycle primaire et, de manière générale, pour relever la qualité et la performance du système éducatif, pacifier l'espace

scolaire et universitaire et accélérer le rythme de construction et de livraison des salles de classe.

Il s'agira d'offrir des possibilités équitables d'éducation et d'apprentissage à tous les enfants, en prenant en compte les disparités régionales, les problèmes d'infrastructures et de ressources humaines d'encadrement qui se posent avec acuité aussi bien dans le primaire, que dans le moyen et le secondaire (général et technique), de la qualification des enseignants, la précarité de l'environnement des apprentissages et les perturbations scolaires rémanentes.

À ces contraintes s'ajoutent la baisse du niveau d' enrôlement des hommes dans l'éducation non formelle, la faible implication des Collectivités locales dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation, l'absence de certification de la compétence des apprenants et d'un cadre de certification de la formation professionnelle, technique et supérieure.

### **Scénario Tendanciel**

Le volume des prévisions du sous secteur de l'Education et de la Formation en 2011 s'élève à 71 788 millions de Francs CFA.

Les ressources internes sont de 30 598 millions de Francs .Les réalisations sur ressources internes sont de 14 246 millions de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 47%.

Les ressources extérieures s'élèvent à 41190 millions de Francs CFA et les réalisations sont de 16 802 millions de Francs CFA soit un taux d'exécution de 41%

D'une manière générale les taux d'exécution sur ressources intérieures et extérieures sont assez faibles.

Les plus faibles taux sur ressources intérieures se situent au niveau des projets ci-après :

- ✓ Achat de manuels scolaires avec un taux d'exécution de 26%
- ✓ Projet de construction, de réhabilitation et d'équipement de salles de classes à l'élémentaire avec un taux d'exécution de 46%
- ✓ Construction de centres universitaires et instituts avec un taux d'exécution de 48%
- ✓ Construction Collèges de proximité- Matching USAID avec un taux d'exécution de 17%

### **Scénario Optimiste**

Les deux scénarii tendanciel et optimiste sont pratiquement les mêmes.

Le volume des prévisions du sous secteur de l'Education et de la Formation en 2011 , pour le scénario Optimiste , s'élève à 71 788 millions de Francs CFA.

Les ressources internes sont de 30 598 millions de Francs .Les réalisations sur ressources internes sont de 14 246 millions de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 47%.

Les ressources extérieures s'élèvent à 41 190 millions de Francs CFA et les réalisations sont de 16 802 millions de Francs CFA soit un taux d'exécution de 41%

D'une manière générale les taux d'exécution sur ressources intérieures et extérieures sont assez faibles.

Les plus faibles taux sur ressources intérieures se situent au niveau des mêmes projets :

- ✓ Achat de manuels scolaires avec un taux d'exécution de 26%
- ✓ Projet de construction, de réhabilitation et d'équipement de salles de classes à l'élémentaire avec un taux d'exécution de 46%
- ✓ Construction de centres universitaires et instituts avec un taux d'exécution de 48%
- ✓ Construction Collèges de proximité- matching USAID avec un taux d'exécution de 17%

#### **Scénario pessimiste**

Le volume des prévisions du sous secteur de l'Education et de la Formation en 2011, pour le scénario pessimiste s'élève à 49 903 millions de Francs CFA.

Les ressources internes sont de 18 946 millions de Francs CFA .Les réalisations sur ressources internes sont de 6 580 millions de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,30%.

Les ressources extérieures s'élèvent à 33 621 millions de Francs CFA et les réalisations sont de 14 637 millions de Francs CFA soit un taux d'exécution de 44%.

#### ***VII Sous secteur de l'Energie***

L'énergie au Sénégal constitue un facteur de production essentiel et un puissant levier pour la création de richesses, de par ses liens intersectoriels avec les divers acteurs socioéconomiques. La vision sectorielle est d'assurer ainsi une distribution géographique plus équitable de l'accès aux services énergétiques modernes et couvrant les besoins en termes d'électrification rurale et urbaine, de force motrice et de combustibles domestiques pour lutter contre la pauvreté et préserver l'environnement, notamment à travers la promotion d'énergies propres.

Ainsi, compte tenu de l'enjeu que représente ce sous secteur, l'Etat s'est fixé trois objectifs, à savoir :

- i. favoriser l'accès aux services énergétiques par une augmentation de capacités de production électrique et une accélération de l'électrification rurale ;
- ii. promouvoir la maîtrise et l'économie d'énergie et ;
- iii. améliorer le cadre de pilotage du sous-secteur de l'énergie par la poursuite de la réforme institutionnelle de la SENELEC.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs projets et programmes ont été mis en œuvre au cours de la période 2011. Ce qui a permis d'obtenir les résultats ci-après déclinés par scénario:

### **Scenario tendanciel :**

Les ressources inscrites en 2011 pour le sous secteur s'élèvent à 60 milliards 069 millions F CFA en termes de prévisions. Les réalisations sont évaluées à 12 milliards 701 millions de F CFA, soit un taux d'exécution de 21,1%.

L'analyse comparative des réalisations financières par source de financement nous a permis de constater que :

- les prévisions sur ressources internes de l'Etat chiffrées à 10 milliards 403 millions F CFA ont été mobilisées à hauteur de 7 milliards 392 millions F CFA, soit un taux d'exécution de 71,1% ;
- pour les ressources extérieures, sur des prévisions de 49 milliards 666 millions F CFA, un montant de 5 milliards 309 a été réalisé, ce qui donne un taux d'exécution financière de 10,7%.

### **Scenario optimiste :**

Ce scenario a enregistré des réalisations financières estimées à 11 milliards 200 millions F CFA sur des prévisions de l'ordre de 57 milliards 725 millions F CFA, ce qui donne un taux d'exécution financière de 19,4%.

Sur ces réalisations, l'Etat occupe 52,6%, alors que la part des PTF représente 47,4%.

Toutefois, l'analyse de ces réalisations financières comparées aux prévisions de chaque source de financement fait ressortir les constats suivants :

- Ressources internes (Etat) : 5 milliards 892 millions F CFA sur des prévisions 7 milliards 403 millions F CFA, soit un taux de réalisation de 79,6% ;
- Ressources externes (PTF) : 25,716 milliards FCFA, soit 41,26 % des réalisations

### **Scenario pessimiste**

Concernant ce scenario, des réalisations financières d'un montant de 9 milliards 036 millions F CFA ont été enregistrées. Rapportées aux prévisions (57 milliards 59 millions F CFA), elles correspondent à un taux d'exécution financière de 15,8%.

Ces réalisations financière se répartissent comme suit :

- Ressources internes (Etat) : 3 milliards 728 millions FCFA, soit 55,3% des investissements prévus (6 milliards 737 millions F CFA) ;
- Ressources externes (PTF) : elles sont identiques à celles enregistrées par le scenario optimiste.

L'analyse des réalisations financières sur l'ensemble des trois (3) scenarii nous permet de constater que la moyenne ne dépasse pas 20% ; d'où un niveau d'exécution des projets du sous-secteur très faible. Cette situation s'explique par :

- le changement de priorité des autorités qui a conduit à la suppression du projet d'Electrification rurale de 421 villages (PHASE I) au profit du Plan Takkal ;
- les faibles décaissements des deux projets que sont le projet hydro électrique de Félou et le programme DASER qui ont connu respectivement des taux de décaissement de 23,7% et de 10,9%. Les facteurs explicatifs de ces contreperformances sont le retard connu dans le démarrage du projet Félou dont la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre n'a pu être faite qu'en 2010 et les difficultés de mise en œuvre du programme DASER.

Les contreperformances du secteur s'expliquent également par le non démarrage du projet « Parc éolien de Saint Louis », des difficultés de mise en œuvre du Projet d'amélioration du secteur de l'électricité et enfin Programme d'électrification rurale/convention de maîtrise d'ouvrage entre le Ministère de l'Energie et la SENELEC dont l'intégralité des ressources a été ponctionné dans le cadre de la limitation des dépenses d'engagement de l'Etat au bénéfice du redressement du sous secteur de l'énergie.

Toutefois, malgré le faible niveau général de décaissement du sous-secteur, il faut noter que certains projets ont connu de réalisations très satisfaisantes ; c'est le cas du programme d'urgence d'électrification rurale (100%) ; du projet d'appui au fonctionnement de l'ASER (100%) et de la « Prospection Promotion Pétrole (100%)».

#### ***VIII Sous secteur « Infrastructures Routières »***

Le développement des infrastructures de transport contribue à l'accélération de la croissance économique et de la création d'emplois. Il demeure une source de capitalisation saine de l'effet multiplicateur des dépenses d'investissements publics et un facteur d'amplification de la croissance et de la productivité

C'est dans ce contexte que des objectifs sont assignés au sous secteur dans le cadre de la Lettre de Politique sectorielle pour les Transports (LPST) 2010-2015 et du DPES 2011-2015. Il s'agit entre autres de :

- poursuivre le désenclavement interne et externe du pays à travers la réalisation de corridors routiers et autoroutiers et de pistes rurales ;
- améliorer la mobilité urbaine et interurbaine par l'accentuation de la performance des services de transport public ;
- améliorer l'accessibilité et la mobilité en milieu rural ;
- assurer la mobilisation des ressources pour le financement des infrastructures et de l'entretien routier à travers des mécanismes de financements innovants ;
- développer les infrastructures liées aux services de transport en développant des sites propres pour les transports publics, la modernisation des gares routières, le renouvellement et le renforcement des parcs automobiles de transport public ;
- améliorer l'environnement des transports terrestres par un renforcement de la sécurité routière et la facilitation du transport dans les corridors.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement dispose d'un programme quinquennal prioritaire routier 2010-2015 avec un portefeuille de 80 projets correspondant à un besoin de financement de 1 538 milliards de FCFA

En termes de mobilisation des ressources allouées au sous secteur pour l'année 2011, il faut relever de prime à bord que les réalisations financières sont identiques pour l'ensemble des scénarii (tendanciel et optimiste et pessimiste).

Cela s'explique par la volonté des pouvoirs publics de prioriser les investissements en matière d'infrastructures quelque soit le scenario considéré.

Ainsi, les transports routiers ont bénéficié de crédits initiaux d'un montant total de 253 milliards 329 millions F CFA toutes ressources confondues.

Les investissements réalisés se chiffrent à 197 milliards 783 millions F CFA de FCFA. Ce montant, rapporté aux prévisions, correspond à un taux d'exécution de 78,1%.

Ces investissements ont été exécutés à travers des financements de l'Etat pour 128 milliards 541 millions de FCFA (65%), sur des ressources extérieures pour 69 milliards 242 millions de FCFA (35%).

La répartition des investissements réalisés par source de financement est la suivante:

- Ressources internes (Etat) : 128 milliards 541 millions FCFA, soit 60,9 % des investissements prévus
- Ressources externes (PTF) : 69 milliards 242 millions FCFA, soit 164 % des investissements prévus.

On note une large performance du secteur qui s'explique par le fait que les inscriptions sur ressources extérieures ont été exécutées à plus de 160%.

Cette performance est surtout liée au volume important des décaissements notés dans certains projets tels que le projet d'Autoroute à péage (208%), la route Ouakam-Abass Ndao-Mamelles (228%), la Réhabilitation route Saint-Louis - Rosso - Richard-Toll (667%) et de Réhabilitation de la route Tambacounda-Mako-Kédougou (500%).

Pour ce qui est des ressources internes, si certains projets ont peiné à mobiliser l'essentiel des ressources qui leur sont allouées comme le programme spécial Tivaouane qui n'a pu exécuter que 20% de ces ressources, d'autres par contre sont sortis du lot. Il s'agit notamment du projet « AIBD investissement aéroportuaire » (100%), du Projet de l'Autoroute à péage Dakar-Diamniadio (100%), du Programme spécial Touba (100%), de la Réparation du Pont Faidherbe (100%) et de l'Entretien routier (82%).